



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

2022

RÉSUMÉ

LA SITUATION DES FORÊTS DU MONDE

**DES SOLUTIONS FORESTIÈRES POUR
UNE RELANCE VERTÉ ET DES ÉCONOMIES
INCLUSIVES, RÉSILIENTES ET DURABLES**

Référence bibliographique à citer:

FAO. 2022. *Résumé de La Situation des forêts du monde 2022. Des solutions forestières pour une relance verte et des économies inclusives, résilientes et durables*. Rome, FAO.
<https://doi.org/10.4060/cb9363fr>

Cette brochure reprend les messages clés et le contenu de la publication *La Situation des forêts du monde 2022*. La numérotation des figures est identique à celle de ladite publication.

PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE ©FAO/Saikat M.

MYANMAR. Un réfugié rohingya bénévole arrose des végétaux dans un camp de réfugiés à Cox's Bazar. Il participe aux activités de plantation de la FAO visant à restaurer les forêts dégradées depuis 2018.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

MESSAGES CLÉS

RÉSUMÉ

1. Les forêts et les arbres peuvent-ils offrir des moyens d'assurer la reprise et d'instaurer des économies inclusives, résilientes et durables?

2. Les forêts et les arbres fournissent des biens et des services écosystémiques indispensables mais ils sont sous-évalués dans les systèmes économiques

FIGURE 3 Densité de la population vivant à proximité d'arbres sur des terres agricoles, 2019

3. Trois solutions forestières liées entre elles pourraient contribuer à la relance verte et à la transition vers des économies durables

3.1. L'arrêt de la déforestation et la préservation des services écosystémiques forestiers seraient bénéfiques au climat, à la biodiversité, à la santé et à la sécurité alimentaire à long terme

FIGURE 4 Richesse en services écosystémiques forestiers, par habitant, 1995-2018

3.2. La restauration des forêts et des paysages et l'agroforesterie permettent de diversifier les moyens d'existence et les paysages et d'accroître la productivité des terres

FIGURE 10 Taux de rendement internes (a) et rapports coûts-avantages (b) de la restauration dans neuf grands biomes

4

6

9

9

9

12

13

13

14

15

16

3.3. Utiliser les forêts de manière plus durable et créer des chaînes de valeur vertes permettrait de répondre à la demande future en matières premières et faciliterait l'instauration d'économies durables

FIGURE 11 Extraction de matières premières dans le monde – projections sur la période 2015-2060, dans l'hypothèse d'une poursuite des tendances actuelles

FIGURE 12 Bilan des matières dans la production de bois scié issu d'essences non conifères

4. Des options viables existent pour accroître les investissements dans les solutions forestières – avec des avantages potentiels considérables

FIGURE 15 Financement de l'action climatique – le secteur des forêts

FIGURE 19 Investissement supplémentaire requis dans les solutions forestières dans le cadre d'un scénario «action immédiate»

FIGURE 23 Stade de développement des mécanismes de partage des avantages dans le cadre de REDD+ dans les 54 pays soutenus par ONU-REDD, le Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier et d'autres initiatives

5. Les petits exploitants, les communautés locales et les peuples autochtones ont un rôle crucial à jouer dans le développement des solutions forestières à une échelle plus grande

6. Les solutions forestières, moyen de parvenir à une relance verte et à des économies résilientes?

18

19

20

20

21

22

23

25

27

AVANT-PROPOS

Le défi qu'est l'élimination de la faim et de la pauvreté a été accru et rendu plus urgent par la pandémie de covid-19. La relance doit prendre en compte les incidences de la pandémie et des mesures de confinement, qui ont durement touché en particulier les personnes vulnérables.

Avant la pandémie déjà, une partie importante des progrès de l'humanité avait eu un coût élevé pour l'environnement. L'intensification de la production agricole et le défrichage des forêts, menés dans le but de produire toujours plus de denrées alimentaires et autres produits agricoles, ont entraîné à eux deux une dégradation de l'environnement et contribuent à la crise climatique. Poursuivre la production agroalimentaire en restant sur la voie actuelle n'est pas une option viable.

Une transformation plus en profondeur des systèmes agroalimentaires mondiaux est entamée, comme il ressort du Sommet des Nations Unies de 2021 sur les systèmes alimentaires et d'autres initiatives. Il s'agit de se relever à la fois d'une crise qui s'inscrit dans le court terme – la pandémie, qui touche la santé humaine – et d'une urgence plus profonde et de plus long terme, qui touche la santé de la planète.

D'autres voies peuvent être empruntées pour assurer l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture, et il convient de s'en saisir. C'est ce qu'a fait la FAO dans son Cadre stratégique pour 2022-2031, autour de quatre aspirations fondamentales – améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie, pour tous, en ne laissant personne pour compte. La FAO a aussi élaboré une vision pour des systèmes agroalimentaires durables, fondée sur cinq principes et 20 actions liées entre elles, applicables dans tous les secteurs et à différentes échelles.

Dans la présente édition de *La Situation des forêts du monde*, nous examinons trois solutions faisant appel aux forêts et aux arbres, qui viennent en complément d'autres actions visant à instaurer des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables. Ces trois solutions sont les suivantes: mettre un terme à la déforestation et préserver les forêts; remettre en état les terres dégradées et développer l'agroforesterie; utiliser les forêts de manière durable et créer des chaînes de valeur vertes. La mise en pratique, simultanée et équilibrée, de ces trois solutions peut nous aider à affronter les crises que subissent les populations et la planète tout en produisant des avantages économiques dans des conditions durables, en particulier pour les communautés rurales (et souvent isolées). Les forêts et les

arbres constituent des biens précieux qui, si on applique les solutions forestières, peuvent contribuer à la relance et à l'instauration d'économies locales plus résilientes. Les solutions forestières partent du principe que les solutions à apporter aux crises planétaires interdépendantes auxquelles nous sommes confrontés ont des répercussions économiques, sociales et environnementales qui doivent être abordées dans leur globalité.

Dans leur ensemble, les conclusions de la Conférence des Nations Unies de 2021 sur les changements climatiques, tenue à Glasgow, vont dans le sens des trois solutions forestières. À l'issue de la Conférence, plus de 140 pays se sont engagés, par la Déclaration des dirigeants sur les forêts et l'utilisation des terres (Déclaration de Glasgow), à stopper le recul des forêts d'ici à 2030 et à apporter un appui à la restauration et à la gestion durable des forêts. À cette fin, 19 milliards d'USD supplémentaires ont été alloués pour aider les pays en développement à atteindre ces objectifs. La superficie totale des forêts et des terres agricoles qui sont gérées par des exploitations agricoles familiales, des petites exploitations, des communautés forestières et des peuples autochtones est de plus de 4 milliards d'hectares, et ces acteurs ont un rôle crucial à jouer dans la mise en place effective des solutions forestières.

La présente édition énonce les mesures qui peuvent être prises dans le monde pour avancer sur la voie des trois solutions forestières et de la relance verte, et progresser vers des économies plus circulaires. Il n'y a pas de temps à perdre – nous devons agir aujourd'hui pour maintenir le réchauffement climatique en deçà de 1,5 °C, réduire le risque que de nouvelles épidémies surviennent, assurer à tous la sécurité alimentaire et la nutrition, éliminer la pauvreté, préserver la biodiversité et donner à la jeunesse l'espoir d'un monde meilleur et d'un avenir meilleur pour tous. La FAO est déterminée à aider les États Membres à explorer le potentiel qu'offrent les trois solutions forestières, pour de nouveaux investissements et une mise en œuvre effective, en collaboration étroite avec ses partenaires.



Qu Dongyu
Directeur général de la FAO

MESSAGES CLÉS

À retenir

Il ne peut y avoir d'économie prospère si la planète n'est pas en bonne santé.

La dégradation de l'environnement contribue au changement climatique, à la perte de biodiversité et à l'apparition de nouvelles maladies. Les forêts et les arbres peuvent jouer un rôle crucial face à ces crises et dans l'instauration d'économies durables.

Trois solutions liées entre elles et faisant appel aux arbres et aux forêts peuvent faciliter la relance de l'économie et de l'environnement.

À savoir: 1) mettre un terme à la déforestation et préserver les forêts; 2) remettre en état les terres dégradées et développer l'agroforesterie; et 3) utiliser les forêts de manière durable et créer des chaînes de valeur vertes.

Le monde aura besoin de plus de matériaux renouvelables du fait de la croissance démographique et de la nécessité de réduire les incidences sur l'environnement. Le secteur forestier peut et doit être un facteur de la transition vers une utilisation plus efficace et plus circulaire de biomatériaux à valeur ajoutée plus élevée.

Les producteurs du secteur agricole et du secteur des forêts doivent être davantage incités à pousser plus loin la relance verte.

Ils doivent pouvoir tirer des avantages tangibles importants de la remise en état des ressources forestières et arborées et de leur gestion durable.

Les solutions forestières peuvent contribuer à l'instauration d'économies inclusives, résilientes et durables.

Pour agir en ce sens de façon optimale, il faudra réorienter les politiques de manière à tirer parti au maximum des synergies entre ces solutions et entre l'agriculture et le secteur des forêts, dans l'ensemble du système agroalimentaire, et de manière à encourager l'investissement dans le secteur privé.

→ **Les arbres, les forêts et la gestion durable des forêts peuvent contribuer à une reprise dans le monde après la pandémie de covid-19 et à l'action contre les crises environnementales qui menacent, notamment le changement climatique et la perte de biodiversité.** Mais cela suppose que les sociétés reconnaissent davantage la valeur considérable que revêtent les forêts et le rôle crucial qu'elles jouent dans l'instauration d'économies inclusives, résilientes et durables.

→ **Trois solutions faisant appel aux arbres et aux forêts offrent des moyens par lesquels les sociétés, les communautés et les propriétaires, les utilisateurs et les exploitants peuvent tirer une valeur plus tangible des forêts et des arbres,** tout en apportant une réponse en ce qui concerne la dégradation de l'environnement, la reprise après les crises, la prévention de futures pandémies, le renforcement de la résilience et la transformation des économies:

1. *Mettre un terme à la déforestation et préserver les forêts* pourrait permettre d'éviter, pour un bon rapport coût-efficacité, l'émission de 3,6+/-2 gigatonnes d'équivalent dioxyde de carbone (Gt éqCO₂) par an entre 2020 et 2050; un volume d'émissions évitées équivalent à 14 pour cent de l'effort supplémentaire qui serait à fournir d'ici à 2030 pour maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 1,5 °C et préserver plus de la moitié de la biodiversité terrestre.
2. *Remettre en état les terres dégradées et développer l'agroforesterie* – 1,5 milliard d'hectares de terres dégradées auraient

besoin d'une restauration, et une augmentation du couvert arboré pourrait permettre d'accroître la productivité agricole d'un autre milliard d'hectares. La remise en état de terres dégradées au moyen du boisement et du reboisement pourrait permettre de prélever dans l'atmosphère, pour un bon rapport coût-efficacité, 0,9 à 1,5 Gt éqCO₂ par an sur la période 2020-2050.

3. *Utiliser les forêts de manière durable et créer des chaînes de valeur vertes* permettrait de répondre à la demande future de matières premières – la consommation mondiale de l'ensemble des ressources naturelles devant plus que doubler, pour passer de 92 à 190 milliards de tonnes de 2017 à 2060 – et de faciliter l'instauration d'économies durables.

→ **Les trois solutions forestières se renforcent mutuellement.** Lorsqu'on tire parti au maximum des synergies, ces solutions peuvent présenter l'un des taux de rentabilité les plus élevés, sous forme d'avantages climatiques et environnementaux, tout en renforçant le potentiel de développement durable au niveau local, les capacités d'adaptation et la résilience.

→ **Une réorientation des politiques est nécessaire pour détourner les flux financiers des actions qui nuisent aux forêts et encourager l'investissement dans la conservation, la restauration et l'utilisation durable.** Il faudrait que le financement des trois solutions forestières soit au moins triplé d'ici à 2030 (pour arriver à plus de 200 milliards d'USD par an pour les seuls

domaines de l'établissement et de la gestion de forêts) afin d'atteindre les objectifs de neutralité en matière de climat, de biodiversité et de dégradation des terres.

→ **Les petits exploitants, les communautés locales et les peuples autochtones possèdent ou gèrent près de la moitié – 4,35 milliards d'hectares – des territoires forestiers et agricoles dans le monde; ils auront un rôle crucial à jouer dans le développement des solutions forestières à une échelle plus grande.** Selon une estimation, les petits exploitants présents sur ce type de territoire produisent un revenu annuel brut qui atteindrait 1 290 milliards d'USD. On compte à l'heure actuelle plus de 8,5 millions d'organisations de producteurs, qui peuvent aider les acteurs locaux à participer à la relance verte et la soutenir.

→ **Les entreprises présentes dans la filière forestière seront des partenaires essentiels du développement d'économies circulaires.** Beaucoup ont déjà entrepris d'élargir la gamme de leurs produits forestiers pour remplacer des matériaux présentant des émissions plus élevées de gaz à effet de serre, et également d'augmenter le rendement de leurs opérations de production. Les exploitants forestiers et les entreprises de transformation au niveau local peuvent obtenir plus d'avantages en renforçant leurs liens avec les acheteurs et en se dotant de capacités accrues grâce aux organisations de producteurs.

→ **Développer des activités fondées sur les trois solutions forestières peut comporter des risques, en particulier pour les petits exploitants, dont les investissements pourraient échouer s'ils ne peuvent pas compter sur des politiques et des institutions qui les soutiennent.** Il faut aussi gérer les risques liés au changement climatique, notamment une vulnérabilité accrue aux incendies, aux ravageurs et à la sécheresse.

→ **Les points de départ d'une mise en place rapide des solutions forestières** pourraient consister à :

1. orienter le financement de la relance vers des politiques à long terme visant à créer des emplois verts à caractère durable et mobiliser davantage l'investissement privé;
2. donner des moyens aux acteurs locaux, y compris les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, et les motiver, de manière qu'ils jouent un rôle moteur dans les solutions forestières;
3. mener des actions de sensibilisation et lancer un dialogue sur l'utilisation durable des forêts comme moyen d'atteindre à la fois les objectifs économiques et les objectifs environnementaux;
4. tirer parti au maximum des synergies entre les trois solutions forestières et entre l'agriculture, le secteur des forêts, l'environnement et d'autres domaines d'action, et trouver les meilleurs compromis possibles.

RÉSUMÉ

1. LES FORÊTS ET LES ARBRES PEUVENT-ILS OFFRIR DES MOYENS D'ASSURER LA REPRISE ET D'INSTAURER DES ÉCONOMIES INCLUSIVES, RÉILIENTES ET DURABLES?

L'humanité est confrontée à de multiples menaces au niveau mondial.

- ▶ Une pandémie et les difficultés économiques qu'elle entraîne, l'insécurité alimentaire, la pauvreté, le changement climatique, les conflits, la dégradation des terres et des ressources en eau, et la perte de biodiversité.

Le monde a besoin de solutions à grande échelle ayant un bon rapport coût-efficacité, qui soient équitables et qui puissent être mises en application rapidement, et les forêts et les arbres présentent un potentiel évident.

- ▶ Les sociétés pourraient tirer meilleur parti des forêts et des arbres de manière, tout à la fois, à préserver la nature, assurer de meilleures conditions de vie et produire des revenus, en particulier pour les populations rurales.

Trois solutions faisant appel à la forêt méritent d'être examinées de près en tant que moyens de relever les défis locaux et mondiaux.

- ▶ À savoir:
 1. mettre un terme à la déforestation et préserver les forêts;

2. remettre en état les terres dégradées et développer l'agroforesterie;
3. utiliser les forêts de manière durable et créer des chaînes de valeur vertes.

- ▶ L'édition 2022 met en évidence le rôle des forêts et des arbres et la valeur qu'ils représentent; examine le coût et les avantages des solutions forestières, et comment elles peuvent être intégrées aux politiques en place et aux nouvelles politiques; étudie les possibilités de dégager des moyens supplémentaires pour les financer; et explique comment s'y prendre pour qu'elles soient adoptées et développées par les décideurs, là où il conviendra, au niveau national et sur le terrain.

2. LES FORÊTS ET LES ARBRES FOURNISSENT DES BIENS ET DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES INDISPENSABLES MAIS ILS SONT SOUS-ÉVALUÉS DANS LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

Les forêts sont une ressource d'importance mondiale.

- ▶ Elles couvrent 31 pour cent de la superficie des terres émergées (4,06 milliards d'hectares), mais elles vont se réduisant: entre 1990 et 2020 la déforestation a causé la disparition de 420 millions d'hectares de forêt.

Le taux de déforestation diminue mais ce sont encore 10 millions d'hectares de forêt qui étaient éliminés chaque année sur la période 2015-2020.

Quelque 47 millions d'hectares de forêt primaire ont été perdus de 2000 à 2020.

- ▶ Les forêts plantées s'étendent sur 294 millions d'hectares (soit 7 pour cent de la superficie totale des forêts) et elles ont connu une progression d'un peu moins de 1 pour cent par an de 2015 à 2020, contre 1,4 pour cent par an de 2010 à 2015. La superficie des autres terres boisées a perdu quasiment 1 pour cent entre 2000 et 2020, mais celle des autres terres dotées de couvert arboré (arbres en milieu urbain, vergers, palmeraies et systèmes agroforestiers) s'est accrue de plus d'un tiers de 1990 à 2020.

Les systèmes agroforestiers couvrent une superficie d'au moins 45 millions d'hectares, et celle-ci va croissant.

- ▶ Les forêts procurent un habitat à 80 pour cent des espèces d'amphibiens, 75 pour cent des espèces d'oiseaux et 68 pour cent des espèces de mammifères, et les forêts tropicales abritent 60 pour cent environ de l'ensemble des espèces de plantes vasculaires. Plus de 700 millions d'hectares de forêt (18 pour cent de la superficie totale des forêts) se trouvent dans des zones officiellement protégées. La biodiversité forestière continue néanmoins d'être menacée par la déforestation et par la dégradation des forêts.
- ▶ Le changement climatique représente un risque majeur pour la santé des forêts. Par exemple, il y a des indications selon lesquelles les feux de forêt et les organismes nuisibles augmentent en incidence et en gravité.

Les forêts sont essentielles à l'atténuation du changement climatique.

- ▶ Dans la lutte contre les changements climatiques, les arbres et les forêts sont des moyens essentiels. Les forêts renferment 662 milliards de tonnes de carbone, soit plus de la moitié du stock mondial de carbone des sols et de la végétation. Bien que leur superficie ait constamment diminué, au cours de la période 2011-2020 les forêts ont absorbé plus de carbone qu'elles n'en ont émis, grâce au reboisement, à une meilleure gestion des forêts et à d'autres facteurs.
- ▶ Les forêts ont tout un ensemble d'autres effets sur le changement climatique; elles ont par exemple une incidence sur l'albédo, sur la quantité de vapeur d'eau présente dans l'atmosphère et sur les émissions d'aérosols. Le recul de la forêt en Amazonie et dans les régions tropicales d'Afrique pourrait avoir des répercussions considérables au niveau régional sur les précipitations et par conséquent sur l'agriculture pluviale. Les forêts peuvent avoir une incidence importante sur le climat à l'échelle locale et régionale; par exemple, la présence d'arbres en milieu urbain permet une réduction des températures à la surface du sol allant jusqu'à 12 °C en Europe centrale, en été et pendant les épisodes de chaleur extrême.

Les sociétés tirent des avantages des forêts et en sont fortement dépendantes.

- ▶ On estime que plus de la moitié du produit intérieur brut (PIB) mondial, qui s'élevait à 84 400 milliards d'USD en 2020, dépend à un degré modéré (pour 31 000 milliards d'USD par an) ou élevé (pour 13 000 milliards d'USD par an) des services écosystémiques, dont les services fournis par les forêts.

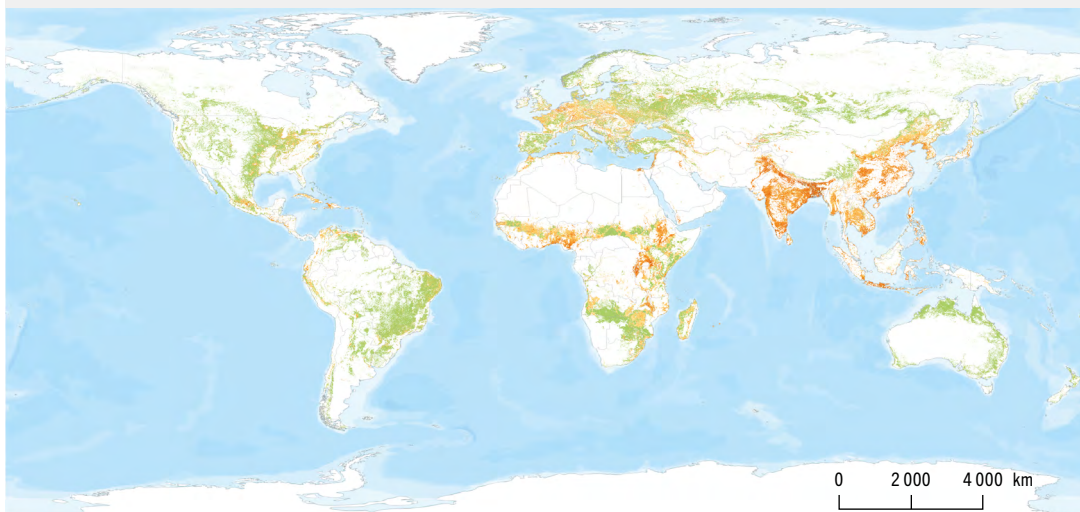
- ▶ La valeur que représentent certains services écosystémiques forestiers (les loisirs et la chasse, l'habitat, les produits forestiers autres que le bois d'œuvre et les services liés à l'eau) est estimée à 7 500 milliards d'USD, ce qui correspond à 21 pour cent de la valeur totale des actifs fonciers et à 9 pour cent environ du PIB mondial. Le fait que les stocks d'actifs naturels n'apparaissent pas dans la comptabilité nationale peut causer des erreurs de prise de décisions de la part des pouvoirs publics, un recul des actifs naturels risquant à plus long terme de nuire à d'autres actifs. Des efforts sont en cours pour arriver à une meilleure estimation de la valeur économique de la nature, dont les forêts.
- ▶ On estime à 33 millions le nombre de personnes qui sont employées directement dans les secteurs forestiers formel et informel, ce qui représente 1 pour cent de l'emploi mondial. En 2015, le secteur forestier contribuait au PIB mondial (directement et indirectement, ou par ricochet) pour plus de 1 520 milliards d'USD.
- ▶ Un tiers environ de la population mondiale (soit quelque 2,6 milliards de personnes) utilisent du bois et d'autres combustibles traditionnels pour faire la cuisine. Or, les combustibles ligneux traditionnels contribuent fortement à la pollution de l'air intérieur, qui est responsable de 1,63 million à 3,12 millions de décès prématurés par an.
- ▶ D'après une étude, 3,5 à 5,76 milliards de personnes utilisent des produits forestiers autres que le bois d'œuvre pour leur propre usage ou pour assurer leurs moyens d'existence. Les aliments forestiers prélevés dans la nature permettent d'accroître la sécurité alimentaire et la nutrition

des populations qui vivent à proximité des forêts, en particulier dans les zones reculées des régions tropicales et subtropicales.

Une grande partie des populations qui vivent à proximité des forêts n'en tirent pas des avantages suffisants.

- ▶ On estime que 4,17 milliards de personnes, soit 95 pour cent des personnes vivant en dehors des zones urbaines, vivent à moins de 5 km d'une forêt et 3,27 milliards à moins de 1 km. Dans beaucoup de pays tropicaux, les populations qui vivent à proximité de forêts tirent de celles-ci environ un quart de leurs revenus.
- ▶ Il existe probablement une forte corrélation entre la proximité de la forêt et l'extrême pauvreté, étant donné que 80 pour cent des personnes en situation de pauvreté extrême vivent dans des zones rurales. Il est bien établi que les forêts et autres systèmes arborés contribuent à améliorer les conditions de vie des pauvres et à atténuer les risques, mais leur capacité à éliminer définitivement la pauvreté est moins bien documentée.
- ▶ En 2015, les trois quarts environ (73 pour cent) des forêts dans le monde étaient des propriétés publiques et 22 pour cent étaient des propriétés privées. On constate une lente progression de la part des droits de gestion détenus par le privé en ce qui concerne les forêts publiques, cette proportion étant passée de 2 pour cent en 1990 à 13 pour cent en 2015. En 2017, les communautés autochtones et tribales et les communautés locales étaient juridiquement reconnues comme propriétaires d'une superficie de forêts d'au moins 447 millions d'hectares au total.

FIGURE 3 DENSITÉ DE LA POPULATION VIVANT À PROXIMITÉ D'ARBRES SUR DES TERRES AGRICOLES, 2019



Population par km²

■ ≤1
 ■ ≤5
 ■ ≤50
 ■ ≤300
 ■ ≤1 000
 ■ ≤1 500
 ■ ≤1 501
 □ Pas d'arbres hors forêt

NOTE: La carte indique la densité de population à moins de 1 km de distance de terres agricoles (terres cultivées ou terres pouvant servir de pâturage) d'une superficie d'au moins 1 hectare et dotées d'un couvert arboré (à l'exclusion des forêts) sur 10 pour cent au moins de la superficie. Les arbres hors forêt en zone urbaine et en zone non urbaine/non agricole ne sont pas pris en compte. Les appellations employées sur cette carte et la présentation des éléments qui y figurent n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

SOURCES: Données sur la densité mondiale de population à une résolution de 100 m tirées de: WorldPop. Non daté. *Open spatial demographic data and research* [en ligne]. [Référéncé le 14 janvier 2022]. <https://www.worldpop.org/>; données fractionnaires sur le couvert arboré mondial à une résolution de 100 m, tirées de Copernicus Global Land Cover: Buchhorn, M., Lesiv, M., Tsendbazar, N.-E., Herold, M., Bertels, L. et Smets, B. 2020. Copernicus Global Land Cover Layers—Collection 2. *Remote Sensing*, 12(6): 1044. <https://doi.org/10.3390/rs12061044>; données sur la couverture terrestre agricole à une résolution de 500 m, tirées de MODIS Land Cover (MCD12Q1.006), utilisées pour créer des superpositions spatiales qui mettent en évidence les sous-groupes de population situés à proximité de terres agricoles avec arbres hors forêt, en 2019: Friedl, M. et Sulla-Menashe, D. 2019. MCD12Q1 MODIS/Terra-Aqua Land Cover Type Yearly L3 Global 500m SIN Grid V006. NASA EOSDIS Land Processes DAAC. [Référéncé le 19 janvier 2022]. <https://lpdaac.usgs.gov/products/mcd12q1v006/>. Le moteur de recherche Google Earth a servi à réaliser cette analyse.

La pandémie de covid-19 a eu des retombées majeures sur les chaînes de valeur et le commerce forestiers au début de l'année 2020. La plupart des secteurs ont connu une reprise rapide, mais le risque de futures pandémies demeure.

► Par exemple, la production de papiers graphiques, comme le papier journal, a baissé de plus de 11 pour cent en 2020 (exacerbant une tendance qui se dessinait déjà) mais a augmenté en ce qui concerne certains autres

types de papiers, notamment ceux utilisés pour l'emballage. La pandémie pourrait avoir des effets à plus long terme sur les combustibles ligneux, du fait que 124 millions de personnes de plus auraient basculé dans l'extrême pauvreté. On constate que dans certains pays, la consommation de combustibles ligneux a augmenté durant la pandémie, et d'après les projections, en 2025, plus d'un milliard de personnes en Afrique subsaharienne dépendront encore de combustibles polluants, notamment le bois de feu et le charbon de bois.

- ▶ On pourrait voir apparaître à plus long terme un nexus forêts-maladies. Plus de 30 pour cent des nouvelles maladies recensées depuis 1960 sont attribuées à un changement d'affectation des terres, y compris la déforestation, et sur 250 maladies infectieuses émergentes, 15 pour cent ont un lien avec les forêts. La déforestation, en particulier dans les régions tropicales, s'accompagne d'une augmentation des maladies infectieuses – dengue et paludisme notamment.

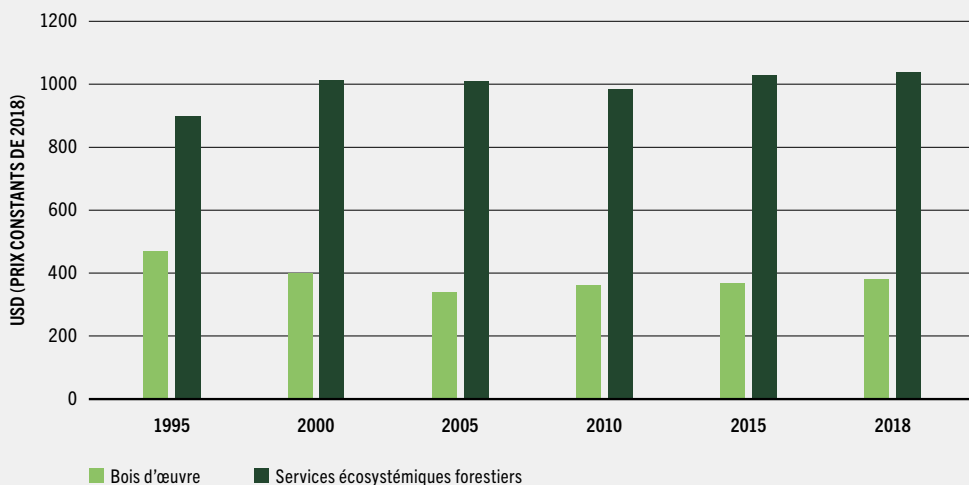
3. TROIS SOLUTIONS FORESTIÈRES LIÉES ENTRE ELLES POURRAIENT CONTRIBUER À LA RELANCE VERTE ET À LA TRANSITION VERS DES ÉCONOMIES DURABLES

3.1. L'arrêt de la déforestation et la préservation des services écosystémiques forestiers seraient bénéfiques au climat, à la biodiversité, à la santé et à la sécurité alimentaire à long terme

L'arrêt de la déforestation est l'une des mesures d'atténuation du changement climatique qui pourraient présenter le meilleur rapport coût-efficacité si les efforts s'intensifiaient.

- ▶ Toutes les voies que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a élaborées en vue de limiter le réchauffement moyen à moins de 1,5 °C requièrent la neutralité carbone des activités humaines d'ici à 2050. Outre une décarbonisation rapide de l'ensemble des économies, il faudra obtenir une atténuation importante grâce à des solutions axées sur les terres. Mettre fin à la déforestation permettrait à la fois d'éviter les émissions directes liées à la perte de biomasse et de préserver la capacité des forêts à absorber le dioxyde de carbone.
- ▶ À l'échelle mondiale, les écosystèmes menacés par un déboisement ou une dégradation contiennent au moins 260 Gt de carbone irrécupérable ou difficile à récupérer; il s'agit en particulier des tourbières, des mangroves, des forêts primaires et des marais. On estime que, sans mesures supplémentaires, 289 millions d'hectares de forêt auront disparu entre 2016 et 2050 dans les seuls tropiques, ce qui entraînera l'émission de 169 Gt eqCO_2 .
- ▶ Les données les plus récentes confirment que l'expansion de l'agriculture est cause de près de 90 pour cent de la déforestation dans le monde. Ce changement d'affectation des terres est le résultat de multiples facteurs sous-jacents, parmi lesquels la pauvreté et des pratiques de production ainsi que des modes de consommation non durables.
- ▶ D'après de récentes estimations, l'arrêt de la déforestation pourrait permettre d'éviter, pour un bon rapport coût-efficacité, l'émission de 3,6 +/- 2 Gt eqCO_2 par an entre 2020 et

FIGURE 4 RICHESSE EN SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES FORESTIERS, PAR HABITANT, 1995-2018



NOTE: Dans les services écosystémiques forestiers ont été pris en compte seulement les loisirs, les produits forestiers autres que le bois d'œuvre et l'eau.

SOURCE: D'après Banque mondiale. 2021. *The Changing Wealth of Nations 2021 – Managing assets for the future*. (Résumé analytique: *L'évolution des richesses des nations 2021 – Gérer les actifs pour le futur*). Washington. doi:10.1596/978-1-4648-1590-4. Licence: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

2050 – un volume d'émissions évitées équivalent à 14 pour cent de l'effort supplémentaire qui serait à fournir d'ici à 2030 pour maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 1,5 °C –, selon la vitesse à laquelle les mesures seront mises en place. Les cadres REDD+ pourraient permettre de faciliter la mise en œuvre et le financement de ces actions.

- ▶ D'après les données, l'arrêt de la déforestation créerait de multiples autres avantages au niveau local et au niveau mondial – préservation de la biodiversité, réduction des catastrophes, protection des sols et des ressources en eau, et maintien des services des pollinisateurs – qui dépasseraient largement son coût. La capacité d'adaptation et de résilience des populations et des écosystèmes s'en trouverait en outre accrue.

Il est indispensable de mettre en place des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus productifs et plus durables pour répondre aux besoins alimentaires futurs, tout en réduisant la demande de terres agricoles et en préservant les forêts et les multiples avantages qu'elles apportent aux systèmes agricoles.

- ▶ La croissance démographique, avec une population mondiale qui devrait atteindre 9,7 milliards de personnes d'ici à 2050, est une source importante de la concurrence qui s'exercera à l'avenir sur les terres. Si on prend également en compte l'évolution du régime alimentaire et d'autres facteurs, il pourrait en résulter une augmentation de 35 à 56 pour cent de la demande alimentaire d'ici au milieu du siècle.
- ▶ Certaines pratiques commerciales qui intéressent les produits agricoles

et les produits forestiers pourraient favoriser la déforestation. Dans plusieurs pays à travers le monde, la superficie des forêts s'est accrue, mais dans ces mêmes pays, certaines importations renferment davantage de déforestation.

- ▶ Une augmentation de la productivité dans des conditions qui soient durables pourrait permettre de réduire la pression exercée sur les forêts sous l'effet d'une demande accrue de denrées alimentaires. Cette approche pourrait toutefois être plus ou moins efficace selon la nature de l'intensification. Il faut s'interroger sur les synergies à développer et les compromis à trouver.

Le coût des stratégies mondiales de prévention des pandémies qui consistent à réduire le commerce illégal des espèces sauvages, à éviter les changements d'affectation des terres et à accroître la surveillance est compris, selon les estimations, entre 22 et 31 milliards d'USD.

- ▶ Ce coût pourrait être inférieur (entre 17,7 milliards et 26,9 milliards d'USD) si l'on tenait compte des avantages en matière de piégeage du carbone découlant d'une réduction du déboisement. Ce montant ne représente qu'une fraction du coût engendré par une pandémie.
- ▶ L'approche intégrée «Une seule santé» repose sur le constat que la santé des personnes est étroitement liée à celle des animaux et de l'environnement. Pour trouver une solution à certains des facteurs sous-jacents de l'émergence de nouvelles maladies, il faudra prendre davantage en compte les forêts et la vie sauvage, dans le cadre de cette approche, et planifier l'utilisation des terres de manière responsable.

La collaboration de nombreuses parties prenantes est essentielle pour mettre un terme à la déforestation.

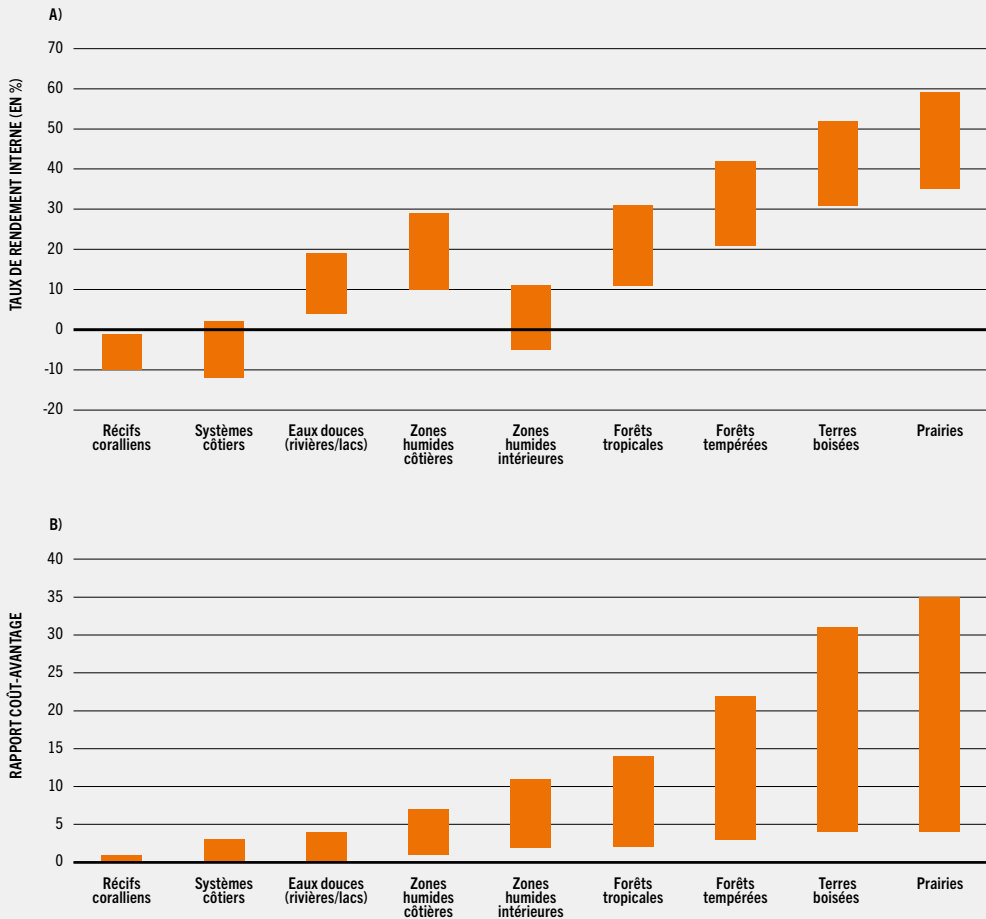
- ▶ Divers choix de politiques répondent à la solution forestière consistant à mettre un terme à la déforestation et à préserver les forêts, notamment: un découplage des produits agricoles et de la déforestation, REDD+, une approche intégrée des territoires, et le renforcement de la gouvernance et du respect des lois.
- ▶ Des initiatives publiques et privées conjointes peuvent offrir des solutions efficaces; et associer davantage approches territoriales et gouvernance des chaînes d'approvisionnement pourrait être une réponse aux défis liés à l'utilisation durable des terres.

3.2. La restauration des forêts et des paysages et l'agroforesterie permettent de diversifier les moyens d'existence et les paysages et d'accroître la productivité des terres

Une restauration faisant appel aux arbres serait bénéfique pour de vastes superficies de terres dégradées.

- ▶ Au niveau mondial, sur les 2,2 milliards d'hectares de terres dégradées dont on a déterminé qu'elles pourraient être (biophysiquement) restaurées, c'est la restauration en mosaïque, qui associe les forêts et les arbres à l'agriculture, qui conviendrait sans doute le mieux pour 1,5 milliard d'hectares. Pour un autre milliard d'hectares, occupés par des terres qui à l'origine étaient des forêts et qui sous l'effet d'un changement d'affectation ont été transformées en terrains de culture, l'ajout stratégique d'arbres serait bénéfique car il en résulterait une augmentation de la productivité agricole et des services écosystémiques. »

FIGURE 10 TAUX DE RENDEMENT INTERNES (A) ET RAPPORTS COÛTS-AVANTAGES (B) DE LA RESTAURATION DANS NEUF GRANDS BIOMES



NOTE: Ces figures ont été établies à partir de 316 études de cas s'étendant sur 20 ans; l'élément dépenses de gestion représente 5 pour cent au maximum du coût de l'investissement.

SOURCE: De Groot, R.S., Blignaut, J., Van Der Ploeg, S., Aronson, J., Elmqvist, T. et Farley, J. 2013. Benefits of investing in ecosystem restoration. *Conservation Biology*, 27(6): 1286–1293. <https://doi.org/10.1111/cobi.12158>

» **La restauration faisant appel aux arbres peut apporter des avantages environnementaux et économiques considérables.**

- ▶ D'après une estimation, la remise en état, d'ici à 2030, de 350 millions d'hectares de terres déboisées ou dégradées pourrait apporter un bénéfice net de 700 à 9 000 milliards d'USD, et de 7 à 30 USD pour chaque dollar investi. D'après une autre étude, la remise en état de terres dégradées au moyen du boisement ou du reboisement pourrait permettre de prélever dans l'atmosphère, pour un bon rapport coût-efficacité, 0,9 à 1,5 Gt éqCO₂ par an sur la période 2020-2050.
- ▶ D'après une évaluation menée dans 42 pays africains, la restauration et la conservation des terres sont de 3 à 26 fois plus avantageuses pour les rendements agricoles que ne l'est l'inaction. La restauration de 4 millions d'hectares de terres dégradées dans le Sahara et au Sahel s'est traduite par la création de plus de 335 000 emplois.
- ▶ La remise en état des écosystèmes dégradés peut permettre d'améliorer la fourniture de services écosystémiques. Par exemple, une méta-analyse a abouti à la conclusion que la restauration augmentait la biodiversité et l'apport de services écosystémiques de 44 et 25 pour cent en moyenne, respectivement, par rapport aux niveaux constatés dans les systèmes dégradés.
- ▶ Les émissions de gaz à effet de serre (GES) en provenance des tourbières, lorsqu'elles ont été drainées ou lorsqu'elles brûlent, représenteraient environ 5 pour cent des émissions mondiales de CO₂ causées par l'activité humaine. Les avantages économiques d'une restauration des tourbières sont probablement considérablement plus élevés que son coût de mise en œuvre.

- ▶ Les incendies représentent plus de 5 pour cent des émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture, des forêts et des autres utilisations des terres. Il est moins coûteux, avec une différence de plusieurs ordres de grandeur, d'intégrer la lutte contre les incendies et les mesures de prévention à la gestion des territoires, que d'éteindre les incendies qui se sont déclarés et de remettre les territoires en état après les incendies.
- ▶ Les systèmes agroforestiers résistent en général mieux que l'agriculture classique aux chocs environnementaux et aux effets du changement climatique. Ils peuvent présenter une biodiversité équivalente à 50 voire 80 pour cent de celle des forêts naturelles, selon le système et les conditions locales; accroître la sécurité alimentaire et la nutrition du fait qu'ils offrent un filet de sécurité; et permettre une augmentation de la productivité des cultures.

Le reboisement et l'agroforesterie ne deviennent rentables qu'au bout d'un certain temps, ce qui fait obstacle à leur développement.

- ▶ On constate que les investissements dans la restauration, bien planifiés et convenablement exécutés, se traduisent par un avantage économique net. D'après une analyse, même dans l'hypothèse du pire scénario, l'investissement dans la restauration serait rentable dans six types d'écosystèmes sur les neuf examinés. On aurait cependant besoin de plus de données pour bien évaluer les coûts et les avantages des politiques et mesures de restauration.
- ▶ De nombreuses études démontrent que les systèmes d'agroforesterie permettent d'obtenir un meilleur rendement, mais beaucoup d'agriculteurs ont l'impression

qu'ils sont moins productifs et donc financièrement risqués. En moyenne, l'agroforesterie devient rentable au bout de trois à huit ans, contre un à deux, normalement, pour les systèmes de culture annuels. Si l'on veut que l'agroforesterie soit adoptée à plus grande échelle, il convient de prendre des mesures d'incitation et d'effectuer des investissements stratégiques en vue de réaliser les objectifs de restauration et d'amélioration de la production.

3.3. Utiliser les forêts de manière plus durable et créer des chaînes de valeur vertes permettrait de répondre à la demande future en matières premières et faciliterait l'instauration d'économies durables

Le monde aura besoin à l'avenir de plus de matières premières renouvelables.

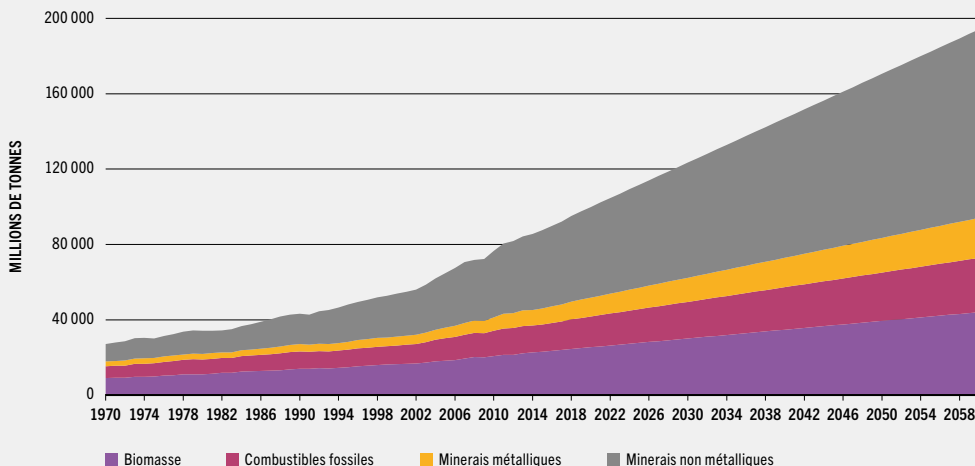
- ▶ La consommation annuelle mondiale de l'ensemble des ressources naturelles devrait plus que doubler, pour passer de 92 milliards de tonnes en 2017 à 190 milliards de tonnes en 2060, sous l'effet de l'augmentation de la population et du niveau de vie. À l'heure actuelle, la demande totale en matières premières est satisfaite à 25 pour cent par la biomasse, le reste provenant de ressources non renouvelables. L'extraction annuelle de biomasse est passée de 9 milliards de tonnes en 1970 à 24 milliards de tonnes en 2017 et devrait atteindre 44 milliards de tonnes d'ici à 2060.
- ▶ La production mondiale de bois rond (3,91 milliards de m³ en 2020) a progressé de 12 pour cent au cours des deux dernières décennies. La demande en biomasse forestière devrait encore augmenter, tirée principalement par le secteur de la construction (dont la

demande devrait presque tripler d'ici à 2030) et celui de l'emballage (dont la demande devrait doubler d'ici à 2030).

Une augmentation de la superficie forestière et la gestion durable des forêts peuvent favoriser la relance verte et la transition vers des économies neutres en carbone.

- ▶ Si on considère leur cycle de vie complet, les produits dérivés du bois sont associés à des émissions de gaz à effet de serre moindres que les produits fabriqués à partir de matières premières non renouvelables ou à forte intensité d'émissions. D'après un examen des travaux publiés, pour chaque kilo de carbone contenu dans les produits à base de bois utilisés dans la construction en remplacement de produits non dérivés du bois, il y a une réduction des émissions d'environ 0,9 kg de carbone en moyenne.
- ▶ Il y aurait aussi d'autres avantages, notamment la création d'emplois verts – on estime par exemple que les activités de production et de transformation primaire de bois nécessaires pour satisfaire la demande attendue de logements en Afrique, d'ici à 2050, pourraient rapporter jusqu'à 83 milliards d'USD aux économies et créer 25 millions d'emplois. Pour libérer ce potentiel, cependant, il est nécessaire d'investir pour développer suffisamment les capacités.
- ▶ Pour satisfaire la demande dans des conditions durables, il faudra accroître l'offre en restaurant, boisant ou reboisant les terres dégradées. Il faudra aussi augmenter la durée de vie des produits dérivés du bois, réduire le gaspillage par une amélioration des processus de fabrication et l'utilisation en cascade des produits issus de la forêt, modifier les habitudes de consommation et faciliter la transition vers des économies plus circulaires. Si l'on parvenait à exploiter

FIGURE 11 EXTRACTION DE MATIÈRES PREMIÈRES DANS LE MONDE – PROJECTIONS SUR LA PÉRIODE 2015-2060, DANS L'HYPOTHÈSE D'UNE POURSUITE DES TENDANCES ACTUELLES



SOURCE: Oberle, B., Bringezu, S., Hatfield-Dodds, S., Hellweg, S., Schandl, H. et Clement, J. 2019. *Global resources outlook 2019 – Natural resources for the future we want*. Nairobi, Programme des Nations Unies pour l'environnement.

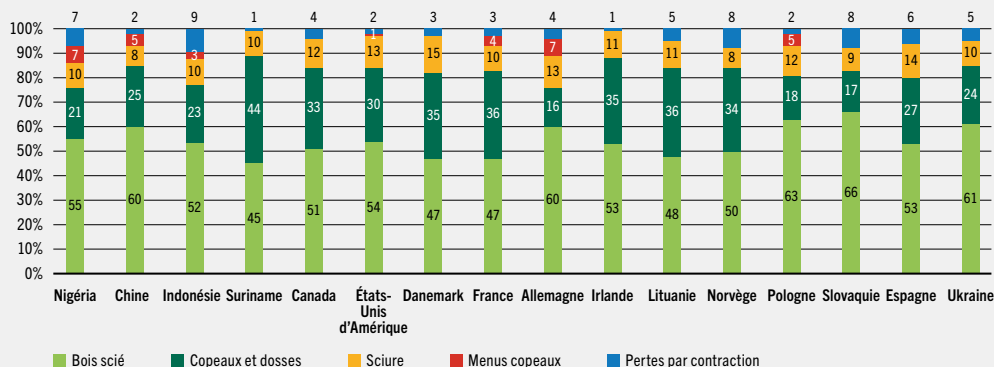
l'intégralité du potentiel technique de recyclage des déchets de bois et de papier, le taux d'efficacité d'utilisation du bois dans le secteur européen du bois augmenterait de 31 pour cent, avec à la clé une réduction de 52 pour cent des émissions de gaz à effet de serre.

- La bioénergie forestière doit devenir plus efficace, plus propre et plus verte – on estime par exemple qu'un tiers de l'extraction de combustibles ligneux dans les régions tropicales n'est pas réalisé dans des conditions de durabilité. Le fossé entre l'offre durable et la demande peut être comblé par divers moyens: restauration des forêts dégradées, abandon d'une utilisation inefficace des combustibles ligneux pour la cuisine, création de plantations d'arbres dans des conditions respectueuses de l'environnement, amélioration de l'utilisation des résidus

de coupe et de transformation du bois, et récupération du bois après consommation via l'utilisation en cascade des produits dans un cadre économique plus circulaire.

Il est possible de mobiliser les industries forestières pour développer les chaînes de valeur vertes novatrices à plus grande échelle.

- Les bioindustries non alimentaires devraient enregistrer un taux de croissance annuel de 3,3 pour cent jusqu'en 2030, date à laquelle leur production atteindrait 5 000 milliards d'USD. Toute une gamme de bioproduits issus de la forêt, dont les produits biochimiques, les bioplastiques et les fibres textiles, pourraient contribuer à cette croissance. Il en résulterait des avantages environnementaux potentiels: par exemple, chaque kilo de carbone contenu dans les textiles cellulosiques

FIGURE 12 BILAN DES MATIÈRES DANS LA PRODUCTION DE BOIS SCIÉ ISSU D'ESSENCES NON CONFIFÈRES

SOURCE: FAO, Organisation internationale des bois tropicaux et Organisation des Nations Unies. 2020. *Forest product conversion factors*. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca7952en>

manufacturés (dérivés du bois) qui remplaceraient un textile non dérivé du bois pourrait permettre d'éviter un volume d'émissions allant jusqu'à 2,8 kg de carbone.

4. DES OPTIONS VIABLES EXISTENT POUR ACCROÎTRE LES INVESTISSEMENTS DANS LES SOLUTIONS FORESTIÈRES – AVEC DES AVANTAGES POTENTIELS CONSIDÉRABLES

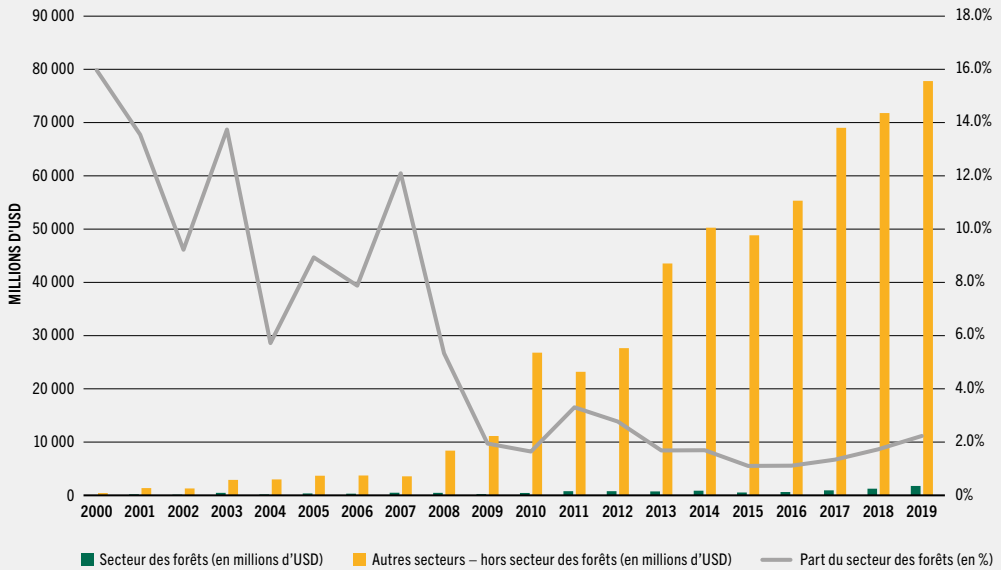
Les investissements dans les forêts sont très en-deçà du niveau requis.

- ▶ Selon une estimation, le financement total des solutions forestières doit être multiplié par trois d'ici à 2030 et par quatre d'ici à 2050 si l'on veut que les

objectifs mondiaux en matière de climat, de biodiversité et de lutte contre la dégradation des terres soient atteints, et il faudrait que les financements consacrés à la gestion des forêts et à la création de forêts s'élèvent à eux seuls à 203 milliards d'USD par an d'ici à 2050.

- ▶ Le secteur privé est une importante source de financement pour le secteur des forêts, en particulier pour les solutions «restauration» et «utilisation durable», mais ce financement est difficile à quantifier – on estime qu'il représente 14 pour cent environ du total actuel des flux de financement qui vont à des solutions fondées sur la nature, y compris le secteur des forêts.
- ▶ Selon une estimation (2017), en Afrique, en Amérique latine et en Asie, le secteur privé investirait 1,5 à 2 milliards d'USD par an dans les plantations et

FIGURE 15 FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE – LE SECTEUR DES FORÊTS



SOURCE: Base de données sur le financement extérieur du développement du CAD (OCDE), compilé par la FAO.

6,5 milliards d'USD dans le secteur de la transformation du bois. On peut considérer que les investissements dans le secteur de la transformation à valeur ajoutée sont des investissements dans des chaînes de valeur vertes si les matières premières utilisées proviennent de sources exploitées dans des conditions durables.

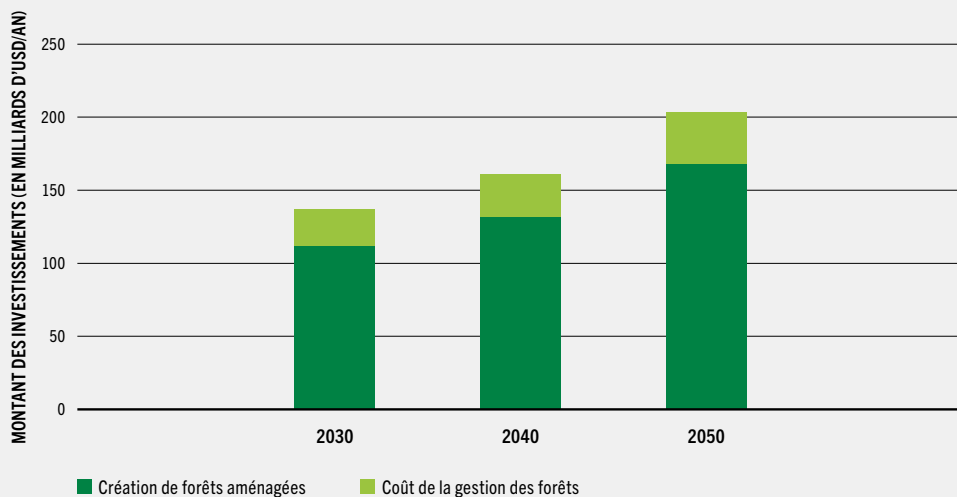
- ▶ Peu de plans de relance mis en place suite à la pandémie de covid-19 comportent un élément important de mobilisation de fonds en faveur des solutions forestières. En mai 2021, les mesures vertes représentaient tout juste 2,6 pour cent du total des dépenses budgétaires consacrées à la pandémie dans les

87 plus grosses économies mondiales (soit 420 milliards d'USD sur un total de 1 600 milliards). La plupart des programmes de relance devront encore être améliorés pour avoir un impact positif plus grand sur les secteurs verts, y compris sur le secteur des forêts.

Toutes les sources de financement – fonds publics nationaux, fonds privés et aide publique au développement – devront être sollicitées, et de nouvelles approches se font jour.

- ▶ Il y a au moins cinq leviers d'action à fort potentiel pour la mise en œuvre des solutions forestières à plus grande échelle – 1) rendre les financements publics nationaux plus verts; 2) faire en sorte que

FIGURE 19 INVESTISSEMENT SUPPLÉMENTAIRE REQUIS DANS LES SOLUTIONS FORESTIÈRES DANS LE CADRE D'UN SCÉNARIO «ACTION IMMÉDIATE»



SOURCE: Programme des Nations Unies pour l'environnement. 2021. *State of finance for nature – Tripling investments in nature-based solutions by 2030*. Nairobi.

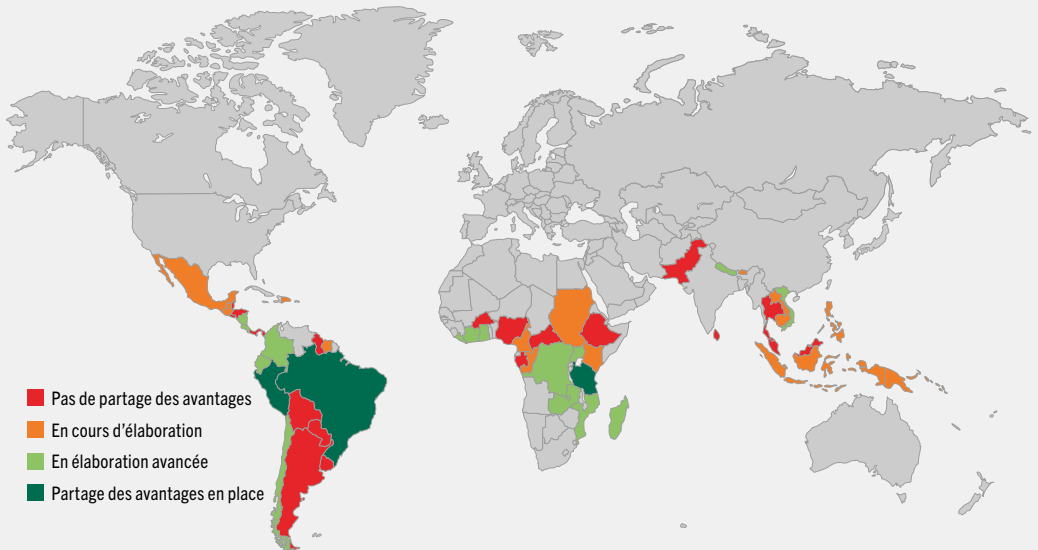
les approches axées sur la forêt puissent bénéficier de financements pour le climat; 3) rendre les marchés financiers plus verts, au moyen d'outils réglementaires et d'outils de supervision, et en adoptant clairement un positionnement axé sur les forêts; 4) développer des portefeuilles de projets capables d'attirer les investissements; et 5) soutenir, dans le secteur du bois, l'investissement dans les opérations de transformation à valeur ajoutée, dans les pays d'origine.

- Les dépenses publiques nationales en faveur des forêts dépassent de loin les montants obtenus via l'aide publique au développement (APD) et les financements privés (constatés), même dans certains pays à faible revenu. Dans 13 pays d'Afrique subsaharienne,

les gouvernements nationaux dépensent pour le secteur des forêts 3,5 fois de plus que le montant de l'APD qu'ils reçoivent à cette fin. Les transferts budgétaires écologiques, mis en place à ce jour dans seulement quelques pays, représentent 20 fois le montant de l'aide publique au développement consacrée aux forêts au niveau mondial.

- L'investissement dans la conservation et la restauration des forêts, y compris de la part de sociétés privées, semble être en plein essor. Nombre d'instruments d'investissement à forte rentabilité sur les marchés émergents ont trait au secteur de la forêt. Des modèles de financement mixtes pourraient aider à supprimer les risques liés aux investissements privés ayant une forte valeur du point de vue du

FIGURE 23 STADE DE DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES DE PARTAGE DES AVANTAGES DANS LE CADRE DE REDD+ DANS LES 54 PAYS SOUTENUS PAR ONU-REDD, LE FONDS DE PARTENARIAT POUR LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CARBONE FORESTIER ET D'AUTRES INITIATIVES



SOURCE: Bertzky, M., Canosa, O., Koch, A. et Llopis, P. 2021. *Assessment report – Comparative analysis of benefit-sharing mechanisms in REDD+ programs*. Fonds mondial pour la nature. (Également disponible à l'adresse suivante: https://wwfint.awsassets.panda.org/downloads/wwf_assessment_report_redd_programs_v4.pdf).

bien public mais dont le ratio risque/retour sur investissement n'est pas suffisamment attractif. Les obligations vertes se développent, mais à ce jour seulement 3 pour cent d'entre elles sont axées sur des solutions fondées sur la nature.

- ▶ Dans leurs contributions déterminées au niveau national, nombre de pays prennent en compte les possibilités qu'offrent les forêts en matière d'atténuation. Beaucoup reconnaissent aussi le rôle que peuvent jouer les arbres dans l'adaptation au changement climatique, et il y a encore de la marge pour ce qui est de

prendre en compte les forêts et les arbres dans les plans d'adaptation nationaux. Toutefois, un nombre important d'objectifs de pays sont tributaires du financement international de l'action climatique, d'où la nécessité de continuer d'apporter un appui aux pays dotés de forêts.

- ▶ Les marchés du carbone devraient continuer de se développer, sous l'effet des engagements pris en ce qui concerne la neutralité carbone et des décisions prises récemment dans le cadre de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Le système

REDD+ des paiements liés aux résultats évolue de manière que les résultats en matière d'atténuation des effets du changement climatique soient obtenus dans le respect des principes d'intégrité environnementale et de partage équitable des retombées positives. Ces paiements, et la vente de crédits carbone compensatoires, pourraient rendre les trois solutions forestières financièrement plus attractives. Les marchés de produits neutres en carbone et de produits à caractère durable nécessitent des systèmes crédibles de mesure, de notification et de vérification – et ceux-ci vont en s'améliorant. Le financement de l'action climatique peut être utilisé pour mobiliser des capitaux supplémentaires auprès du secteur privé, renforcer les moyens d'action des pays et promouvoir les paiements liés aux résultats.

- Les évolutions récentes en matière de financement pourraient favoriser les solutions forestières, et les stratégies nationales de financement du secteur des forêts pourraient contribuer à orienter l'investissement public. Par exemple, une quarantaine de nouveaux fonds fiduciaires consacrés à la conservation ont été créés depuis 2010, des fonds qui viennent s'ajouter aux 68 qui existaient déjà. Nombre de fonds nationaux en faveur du climat offrent des possibilités qui peuvent aller à l'appui du secteur des forêts.

Rediriger les formes de soutien qui sont délétères aux plans social et environnemental et améliorer l'environnement réglementaire pourrait permettre de libérer des financements considérables au profit des solutions forestières.

- Pour augmenter l'investissement, il faudra utiliser les politiques de manière stratégique, afin de réorienter les

incitations et de stimuler les marchés et le financement verts. Par exemple, réaffecter les subventions agricoles – qui s'élèvent actuellement à près de 540 milliards de dollars par an – afin qu'elles englobent les forêts et l'agroforesterie pourrait aider à éviter les conséquences néfastes inhérentes à 86 pour cent de ces subventions.

- Les pays adoptent des normes, des règlements et des obligations de diligence afin de détourner les flux financiers des actions qui portent atteinte aux forêts. Cette tendance ira probablement en s'étendant, géographiquement et sur la gamme des produits visés.

Faire en sorte que les financements parviennent aux petits producteurs sera essentiel à la mise en œuvre des solutions forestières.

- Les petits exploitants agricoles, les peuples autochtones et les communautés locales, dans les pays en développement, voient moins de 2 pour cent des fonds destinés à l'action climatique parvenir jusqu'à eux. Néanmoins, de nouvelles approches aident à mobiliser des investissements en faveur des petits exploitants, notamment des approches qui visent à réduire le risque perçu par les investisseurs. On constate une évolution en ce qui concerne les mécanismes de partage des avantages dans le cadre de REDD+, mais la pleine application de ces mécanismes reste limitée malgré un grand intérêt manifesté dans nombre de pays en développement et les efforts de ces pays.
- Un appui supplémentaire est nécessaire pour développer des portefeuilles de projets et de programmes capables d'attirer les investissements, afin de tirer parti des possibilités de financement émergentes. L'un des moyens serait

de mettre en place des facilités d'investissement qui aident notamment les petites et moyennes entreprises présentes dans les chaînes de valeur forestières à regrouper leur production, à créer de la valeur ajoutée et à élaborer des projets de qualité; des outils permettant d'éclairer les décisions d'investissement pourraient aussi être élaborés et déployés.

5. LES PETITS EXPLOITANTS, LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LES PEUPLES AUTOCHTONES ONT UN RÔLE CRUCIAL À JOUER DANS LE DÉVELOPPEMENT DES SOLUTIONS FORESTIÈRES À UNE ÉCHELLE PLUS GRANDE

Il est essentiel que les petits exploitants, les communautés locales et les peuples autochtones participent aux solutions forestières.

- ▶ Les exploitations familiales assurent 80 pour cent de la production alimentaire mondiale, et parmi elles, les exploitations de moins de 2 hectares assurent 35 pour cent de la production mondiale. Dans nombre de pays, jusqu'à 90 pour cent des entreprises du secteur forestier sont de petites ou moyennes entreprises, qui fournissent plus de la moitié des emplois liés à la forêt.
- ▶ Les petits exploitants, les communautés locales et les peuples autochtones possèdent ou gèrent au moins 4,35 milliards d'hectares de forêts et de terres agricoles; selon une étude, les petits exploitants produisent pour 869 à 1 290 milliards d'USD par an de produits agricoles et forestiers.

Les acteurs locaux peuvent être des gardiens des forêts efficaces et peu coûteux.

- ▶ On constate que, de manière générale, les petits exploitants qui bénéficient de droits fonciers sûrs ont tendance à investir à plus long terme dans leurs terres et leurs forêts, par rapport à ceux qui ne bénéficient d'aucune sécurité ou seulement de droits à court terme.
- ▶ Des études montrent que 91 pour cent des terres autochtones et des terres communautaires se trouvent dans un état écologique bon ou modérément bon, ce qui donne à penser qu'il y a là un potentiel de réduction de la déforestation et d'amélioration des forêts, pour un bon rapport coût-efficacité. Par exemple, garantir les droits sur les terres autochtones dans certains pays d'Amérique latine aurait un coût qui représenterait moins de 1 pour cent des recettes qui pourraient être tirées du seul stockage de carbone.

Les droits forestiers coutumiers sont de plus en plus reconnus par la loi, mais les progrès ne sont pas uniformes.

- ▶ Dans de nombreux pays, le transfert de droits sur des terres publiques a accru la capacité des petits exploitants, des communautés locales et des peuples autochtones d'exploiter dans des conditions durables des ressources forestières à valeur élevée et de tirer des revenus des services écosystémiques, de REDD+ et des crédits carbone. Il y a eu, au niveau mondial, un ralentissement de la reconnaissance des droits fonciers des peuples autochtones, des communautés locales et des femmes en zone rurale sur la période 2002-2017.
- ▶ Il est indispensable d'accélérer la formalisation du droit coutumier et des droits collectifs pour assurer la protection des forêts qui restent et pour

mobiliser des ressources aux fins de la relance. Certains gouvernements mettent en place des politiques qui consistent, par exemple, à reconnaître les terres coutumières sans qu'un titre foncier soit nécessaire et à simplifier les procédures d'enregistrement. Toute une série de nouvelles technologies peu coûteuses peuvent aussi aider à confirmer les droits fonciers des communautés, en suivant des approches participatives.

- Pour la plupart des petits exploitants, les droits sur les arbres (et les droits liés au carbone) sont encore plus incertains que les droits fonciers. Même si la situation évolue, la plupart des pays qui donnent aux agriculteurs des droits sur les arbres réglementent par ailleurs lourdement leur utilisation et leur gestion sur les terrains privés. Les gouvernements peuvent promouvoir la restauration et l'agroforesterie par exemple en offrant des droits sûrs et à long terme sur les arbres et les produits des arbres, en échange de l'adoption de bonnes pratiques de gestion comme l'agroforesterie.

Les organisations de producteurs locaux et d'autres groupes compétents peuvent contribuer à la mise en œuvre des trois solutions forestières, mais ils ont besoin de soutien.

- On compte plus de 8,5 millions de groupes de coopération sociale dans le monde et ceux-ci ont une influence croissante dans le secteur des forêts. Ils sont de trois sortes: 1) les groupes tels que les groupes d'utilisateurs communautaires des forêts, constitués pour protéger les droits des utilisateurs, permettre et promouvoir une production durable et à valeur ajoutée, et fournir des services financiers et commerciaux à leurs membres; 2) les groupes associés à des mouvements

sociaux, dont le but est par exemple de réclamer des réformes législatives pour renforcer les droits et supprimer les obstacles de type réglementaire; et 3) les groupes qui prônent des solutions inclusives contre la déforestation et la dégradation des forêts, dans le cadre d'approches juridiques.

- Les politiques et les programmes financiers qui existent à l'appui de ces organisations peuvent aider à déterminer la voie qui pourrait être suivie ailleurs.

Renforcer les capacités et coproduire des connaissances avec les petits exploitants, les communautés locales et les peuples autochtones contribuerait à développer à une échelle plus grande les trois solutions forestières.

- Le développement des capacités dans le secteur forestier est en recul dans de nombreux pays mais il est possible de renverser cette tendance. On pourrait, pour commencer, réinvestir dans des programmes de vulgarisation dans les domaines de la forêt et de l'agroforesterie; ces programmes pourraient prendre la forme d'écoles pratiques d'agriculture et de pastoralisme ou d'initiatives d'apprentissage sur le tas dans des communautés forestières. Diversifier les sources de connaissances et les technologies nouvelles utilisées peut faciliter la mise en place de solutions novatrices et inclusives ancrées dans les systèmes locaux.
- Des politiques d'appui pourraient être mises en place en vue d'un renforcement des capacités dans le secteur des forêts, sur la base de partenariats et d'engagements entre les détenteurs de connaissances traditionnelles et des organisations d'enseignement, de formation et de services. On peut faire

appel à tout un ensemble d'actions pour inclure les femmes et les hommes, les jeunes, les peuples autochtones, les pauvres et les personnes vulnérables.

- ▶ Investir dans les technologies et les services numériques et les mobiliser peut permettre d'accélérer le changement ainsi que l'adoption des trois solutions forestières. De plus en plus de moyens sont à disposition pour surmonter les obstacles à la pénétration de l'informatique mais des difficultés considérables demeurent: dans les pays les moins avancés, un quart des habitants n'ont pas accès à des services mobiles à large bande et en Afrique, seulement 6 pour cent environ des ménages ruraux ont accès à l'internet. Néanmoins, l'information sur les services publics et privés de formation et de vulgarisation est de plus en plus disponible en ligne et sous forme d'applications pour appareils portables, ce qui les rend plus inclusifs. En développant l'accès à l'internet dans les zones rurales, on pourrait rapidement renforcer les organisations locales et le travail qu'elles mènent en faveur de la relance verte et d'un développement durable.

6. LES SOLUTIONS FORESTIÈRES, MOYEN DE PARVENIR À UNE RELANCE VERTE ET À DES ÉCONOMIES RÉSILIENTES?

La plupart des pays ont déjà pris d'importantes mesures à l'appui des trois solutions forestières, quoique peu semblent dotés de politiques cohérentes pour les promouvoir toutes les trois et en renforcer la complémentarité.

- ▶ On observe un net élan au plan international, et le moment est idéal pour mettre en place des stratégies ambitieuses visant à faire passer les trois solutions à la vitesse supérieure, de telle façon qu'elles se renforcent mutuellement et de sorte à accroître la résilience.

Les trois solutions forestières comportent des risques économiques, sociaux, politiques et environnementaux.

- ▶ Il y a par exemple un risque que les investisseurs, y compris les petits exploitants, manquent des occasions d'investir dans des projets plus rentables; d'un autre côté, la diversification offerte par ces solutions pourrait accroître la résilience économique des acteurs locaux. Un autre risque est que le changement climatique pourrait menacer la viabilité des efforts de restauration; une gestion adaptative sera importante pour atténuer ce phénomène.

Quatre actions seraient envisageables pour les prochaines étapes:

1. orienter le financement de la relance vers des politiques à long terme visant à créer des économies et des emplois verts à caractère durable, et mobiliser davantage l'investissement privé;
2. donner des moyens aux acteurs locaux et les motiver, de manière qu'ils jouent un rôle moteur dans les solutions forestières;
3. engager un dialogue sur l'utilisation durable des forêts comme moyen d'atteindre à la fois les objectifs économiques et les objectifs environnementaux;
4. tirer parti au maximum des synergies entre les trois solutions forestières et entre l'agriculture, le secteur des forêts, l'environnement et d'autres domaines d'action, et trouver les meilleurs compromis possibles. ■



2022

LA SITUATION DES FORÊTS DU MONDE

DES SOLUTIONS FORESTIÈRES POUR UNE RELANCE VERTE ET DES ÉCONOMIES INCLUSIVES, RÉSILIENTES ET DURABLES

L'édition 2022 de *La Situation des forêts du monde* s'inscrit dans la suite de la Déclaration des dirigeants sur les forêts et l'utilisation des terres (Déclaration de Glasgow), par laquelle 140 pays se sont engagés à stopper le recul des forêts d'ici à 2030 et à apporter un appui à la restauration et à la gestion durable des forêts. Elle explore le potentiel offert par trois solutions forestières dans la perspective d'une relance verte et de la lutte contre des crises planétaires multidimensionnelles, parmi lesquelles le changement climatique et la perte de biodiversité.

Les trois solutions forestières, qui sont liées entre elles, consistent à mettre un terme à la déforestation et préserver les forêts; à restaurer les terres dégradées et développer l'agroforesterie; et à assurer une utilisation durable des forêts et créer des chaînes de valeur vertes. La mise en pratique, simultanée et équilibrée, de ces trois solutions peut permettre, dans des conditions de durabilité, de produire des avantages économiques et sociaux pour les pays et leurs communautés rurales, de répondre à une demande mondiale en matières premières qui va croissant et de relever les défis environnementaux.

L'édition 2022 réunit un ensemble de données qui démontrent la faisabilité et l'intérêt des solutions forestières et elle énonce les mesures qui pourraient être prises initialement pour avancer sur la voie de leur réalisation. Il n'y a pas de temps à perdre – il faut agir aujourd'hui pour maintenir le réchauffement climatique en deçà de 1,5 °C, réduire le risque que de nouvelles épidémies surviennent, assurer à tous la sécurité alimentaire et la nutrition, éliminer la pauvreté, préserver la biodiversité de la planète et donner à la jeunesse l'espoir d'un monde meilleur et d'un avenir meilleur pour tous.



La Situation des forêts du monde 2022
(version intégrale à paraître en juin 2022)



Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition du public sous la Licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO.



©FAO, 2022
CB9363FR/1/05.22